

BRICS et Afrique

Nouveau partenariat « win-win » ou « colonialisme newlook » ?

> Laurent DELCOURT (*)

Pour de larges segments du monde politique et de la société civile en Afrique, les BRICS+ constituent une alternative salutaire à la domination occidentale, en proposant de nouveaux partenariats plus équitables, plus respectueux des souverainetés nationales et davantage centrés sur les priorités de développement national. Reste qu'entre l'Afrique et ce club hétérogène de puissances émergentes, la relation demeure très inégale, tendant même à reproduire l'ancienne dichotomie Nord-Sud. L'essor de l'Afrique ne reposera pas sur les BRICS. Il dépendra de sa capacité à s'engager dans un projet de développement. Explication.

Dans un contexte d'aggravation des tensions géopolitiques, de recomposition des alliances internationales et de croissante perte d'influence des pays occidentaux sur leurs traditionnelles arrières-cours et plus généralement sur la marche du monde, les BRICS+ –coalition formée par le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, rejoints, depuis le 1^{er} janvier 2024, par l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Iran, l'Égypte et l'Éthiopie– exercent aujourd'hui un indéniable pouvoir d'attraction sur les pays du Sud. Ces derniers sont de plus en plus nombreux à vouloir intégrer ce club hétérogène de puissances émergentes ou, à tout le moins, à s'en rapprocher. Les BRICS soulèvent aussi l'enthousiasme d'une bonne partie du monde politique et de larges secteurs de la société civile au Sud. En particulier en Afrique, où la montée en puissance de cette coalition qui conteste l'hégémonie occidentale et entend œuvrer à la construction d'un monde multipolaire est largement célébrée: pour beaucoup en effet, les BRICS constituent une réelle opportunité pour le continent de se débarrasser des vieux restes de dépendance néocoloniale, empreinte de domination, d'assistanat et de paternalisme, de nouer des rapports de coopération plus équitables et d'amorcer un développement réellement souverain, plus en phase avec les priorités du continent.

Agnès Adélaïde Metougou, activiste camerounaise anti-dette explique: «Avant la montée en puissance de ces émergents, le monde était extrêmement asymétrique. Les pays d'Europe de l'Ouest, les États-Unis et le Japon, représentaient à peine 20% de la population, mais contrôlaient les trois quarts de la richesse du monde. Les BRICS sont venus relativiser cette hégé-

monie en créant de nouveaux pôles [...] qui assure[nt] une représentation plus équilibrée de tous les segments de l'humanité. [Leur] cosmopolitisme [...] permet de sortir du monde unipolaire dans lequel une seule civilisation imposait son refrain culturel et idéologique sans la moindre possibilité de négocier ou de choisir. Aujourd'hui les BRICS contestent précisément [cette] hégémonie [...]. Et peuvent proposer un contre-modèle aux structures économiques et politiques libérales dominantes promues par les puissances occidentales. Sur le plan économique, cette situation autorise une diversification des partenariats et un élargissement des marchés, etc. Mais sur le plan politique, les Africains peuvent se saisir de cette opportunité pour rejeter, au moins en partie, les diktats imposés par les Occidentaux [...]»¹.

«Il s'agit là d'un formidable atout pour tous ceux qui recherchent les voies d'un véritable développement du continent africain, abonde dans le même sens l'homme politique et diplomate ivoirien, Ahoua Don Mello, [...] nous avons là des partenaires très importants puisqu'ils rassemblent [...] près de la moitié de la population mondiale. Ils peuvent nous appuyer sur des projets de développement alternatifs qui nous sortent de la soumission et des pillages orchestrés sur le continent par le néocolonialisme et les multinationales occidentales [...]. L'ambition est de sortir des terribles rapports de dépendance qui empêchent un développement souverain des Africains»².

Des perspectives alléchantes

Ayant axé leur dernier sommet sur le renforcement de leur coopération avec l'Afrique «dans le cadre d'un partenariat [avec le continent] pour une croissance mu-

1. CETRI, « Les BRICS et l'Afrique: Une opportunité pour rejeter les diktats imposés par les Occidentaux », entretien avec Agnès Adélaïde Metougou, par Laurent Delcourt, 6 juin 2024, www.cetri.be.

2. « Portrait: Ahoua Don Mello, le visage de l'autre Afrique », *L'Humanité*, 20 mars 2024.

tuellement accélérée, un développement durable et un multilatéralisme inclusif», les BRICS ne manquent en effet pas d'arguments pour convaincre. Ils mettent à disposition de l'Afrique d'énormes ressources, sous forme de prêts, d'investissements, d'aides et d'offres de services. En outre, leur rhétorique, axée sur le respect de la souveraineté des États, la dénonciation des doubles standards et leur commune volonté de mettre fin à l'hégémonie occidentale et à la domination du dollar séduit, bien au-delà des cercles gouvernementaux, des populations échaudées par des décennies d'ingérence, d'ajustements économiques et d'endettement aux conséquences sociales désastreuses.

Le discours séduit d'autant plus que les BRICS sont immunisés contre le ressentiment qui alimente en Afrique le rejet des anciennes métropoles. Les BRICS – c'est là un point essentiel – ne traînent pas de lourd passé colonial. Anciennes colonies ou protectorats eux-mêmes – du moins pour la plupart d'entre eux –, ils ont au contraire largement soutenu (financièrement, militairement ou diplomatiquement) les luttes africaines d'indépendance et contre l'apartheid, ce qui leur confère un énorme capital symbolique de sympathie sur le continent. En tant qu'ex-pays en développement, qui partagent donc avec l'Afrique une histoire commune d'assujettissement (vis-à-vis des anciennes métropoles, puis vis-à-vis des institutions financières internationales), ou en tant qu'alliés historiques (telle la Russie), leur trajectoire, leur réussite et leur modèle inspirent autant qu'ils fascinent. Ils contribuent aussi à les «dédouaner» de toute intention malsaine, ce qui fait notamment dire à Ahoua Don Mello que la Russie «ne cherche ni les matières premières de l'Afrique, ni à la dominer»³.

Une relation inégale

Reste que la densification des relations observées ces dernières années entre les BRICS et l'Afrique donne à voir une tout autre réalité. Si le rapprochement entre les deux blocs contribue à réintégrer le continent dans les circuits commerciaux internationaux, amplifie la marge de manœuvre des États africains et offre de nouvelles possibilités de financements et d'investissements, force est également de constater que ces relations s'inscrivent dans un rapport tout aussi inégal. En témoigne la structure de leurs échanges, l'Afrique exportant quasi exclusivement vers les BRICS des biens primaires, tandis qu'elle importe de ces pays pour l'essentiel des produits transformés, et accuse par ailleurs vis-à-vis d'eux un déficit commercial de plus en plus grand. Ceci, sans parler des nouvelles dettes qu'elle contracte auprès de ces puissances.

En dépit des bonnes dispositions apparentes des BRICS à l'égard de l'Afrique, cette «coopération»

tend ainsi à reproduire la traditionnelle dichotomie Nord-Sud, entre centres et périphéries. Cela risque à terme de consolider la position subalterne du continent dans la division internationale du travail et partant, d'interdire tout processus d'industrialisation autocentré ou souverain que les Africain-es appellent de leurs vœux.

Il ne faut pas s'y tromper. Dans le contexte global d'accumulation capitaliste, ce qui motive la présence des BRICS+ en Afrique et guide l'évolution de leurs rapports avec le continent, c'est bien la conquête de nouveaux marchés et, plus encore, l'accès aux matières premières indispensables à leur propre développement. Derrière leur rhétorique de solidarité Sud-Sud, leur *modus operandi* n'est guère différent de celui des anciennes puissances coloniales. Malgré leur sacro-saint principe du respect des souverainetés nationales, leur présence en Afrique indique une logique d'exploitation assez

« Loin de l'image idéalisée qui en est donnée, les BRICS+ sont des rouages essentiels d'un système qui a marginalisé de nombreux pays pauvres, mais qui a aussi assuré – et assure toujours – leur propre essor économique.

similaire. Alors qu'ils se présentent dans les forums internationaux comme un bloc cohérent, en lutte contre un Occident dominateur, chacun de leurs membres y déploie, en effet, à son niveau, des stratégies visant à faire main basse sur les ressources locales, à favoriser l'expansion de leurs géants économiques nationaux, à s'assurer de nouveaux débouchés pour leurs propres exportations, à dopper leur propre croissance ou enfin à gagner en influence diplomatique⁴.

Des logiques de domination et d'exploitation similaires

Sur le terrain, les projets financés par les BRICS, dans les domaines de l'agro-industrie, de l'industrie minière et énergétique ou des infrastructures, ont des impacts tout aussi destructeurs sur le plan social ou environnemental : accaparement des ressources, spoliation des communautés locales, expansion et renforcement du modèle extractiviste, courses au moins-disant social, destructions des milieux naturels, multiplication des conflits socio-environnementaux, extraction de la plus-value et même militarisation de régions entières, à l'instar de la

3. « Côte d'Ivoire : Pour Ahoua Don Mello, vice-président des BRICS : La Russie ne recherche ni les matières premières de l'Afrique, ni à la dominer », *Koaci*, 21 mai 2024.

4. CETRI, *BRICS+ Une alternative pour le Sud global ?*, Collection Alternatives Sud, Paris, Syllepse, 2024.

5. Le groupe Wagner ne mène pas seulement des opérations d'influence, des campagnes de désinformation ou des actions sécuritaires en Afrique. Avec l'appui de plusieurs gouvernements, il a également pris le contrôle de plusieurs mines de diamant, de cuivre et d'or, lui permettant, entre autres, de financer ses opérations militaires en Ukraine. Entre le déclenchement de l'invasion russe en décembre 2023, l'exploitation des seules mines d'or (au Mali, au Soudan et en République centrafricaine) lui aurait ainsi rapporté quelque 2,5 milliards de dollars selon un récent rapport, lequel met également en lumière les nombreux abus commis par les mercenaires et leurs supplétifs locaux sur les sites miniers ou dans leur périmètre. Voir : *The Blood Gold Report, How the Kremlin is using Wagner to launder billions in African gold*, décembre 2023.

6. SwissAid, *On the Trail of African Gold. Quantifying Production and Trade to Combat Illicit Flows*, mai 2024.

7. « The new scramble for Africa: how a UAE sheikh quietly made carbon deals for forest bigger than UK », *The Guardian*, 30 novembre 2023.

8. CETRI, *BRICS+ Une alternative pour le Sud global ?*, op.cit.

9. « Il est essentiel de désaliéner l'Afrique d'elle-même et de ce qu'elle est censée être, mais plus encore l'Occident de lui-même », grand entretien avec El Hadj Souleymane Gassama (Elgas), *RIS – Revue internationale et stratégique*, n° 130, été 2023.

région frontalière entre le Soudan et la République centrafricaine, sous la coupe des mercenaires du groupe Wagner, rebaptisé récemment Africa Corps.

N'en déplaise à Ahoya Don Mello, les actions qu'ils y mènent pour le compte de la Russie ne sont pas spécialement philanthropiques⁵. Dans cette logique d'accumulation par dépossession, les nouveaux membres des BRICS, depuis janvier 2024, ne sont pas en reste. Ainsi, un récent rapport de SwissAid⁶ révèle qu'entre 2012 et 2022, 2.596 tonnes d'or en provenance des mines artisanales africaines ont été exportées illégalement vers les Émirats arabes unis (soit près de 50% de tout l'or non déclaré produit en Afrique) pour y être raffinées, ce qui correspond à un manque à gagner de plusieurs milliards de dollars pour le continent. Très actif dans le marché du carbone, la monarchie, via son entreprise Blue Carbon, est également devenue l'un des principaux accapareurs de terres forestières en Afrique. Au Libéria notamment, la société a fait main basse sur près de 10% du territoire national, privant nombre de communautés des ressources nécessaires à leur survie, une forme de colonialisme vert largement dénoncée par des activistes locaux⁷.

Rappelons en outre que s'ils prétendent réformer l'architecture économique internationale, les BRICS+, Chine et Brésil en tête, sont d'ardents défenseurs du libre-échange et de la mondialisation face aux tentations protectionnistes. Ils comptent aussi parmi les principaux utilisateurs des paradis fiscaux, lesquels constituent l'un des instruments les plus efficaces de captation de la richesse en provenance du Sud. Près de 7,8 trillions de dollars, soit 8% de la richesse produite mondialement et 40% des profits des multinationales sont aujourd'hui dissimulés dans ces banques *offshore*⁸.

Un modèle économique « néolibéral avec des caractéristiques du Sud »

De fait, loin de l'image idéalisée qui en est donnée, les BRICS+ sont des rouages essentiels d'un système qui a marginalisé de nombreux pays pauvres, mais qui a aussi assuré – et assure toujours – leur propre essor économique. C'est ce qui explique que même s'ils contestent bruyamment la hiérarchie de l'ordre international, ils ne montrent pas d'empressement à le réformer en profondeur dans le sens d'une meilleure répartition des richesses et des bénéfices du développement au profit des pays les plus pauvres, africains en particulier. Les BRICS+ ne voient, en réalité, ces pays que comme de vastes réservoirs de matières premières et de main-d'œuvre

bon marché ou comme des marchés captifs pour l'écoulement de leur production industrielle. Loin de remettre en cause les injustices structurelles héritées de la colonisation puis de la mondialisation, le modèle économique qu'ils promeuvent – qualifié notamment par un économiste indien de « néolibéral avec des caractéristiques du Sud » –, risque au contraire de les amplifier.

Certes, certains objecteront que les BRICS participent d'un redéploiement économique de l'Afrique en investissant prioritairement dans des projets d'infrastructure qui y font cruellement défaut. Et que les financements non conditionnés accordés par les BRICS+ aux gouvernements africains leur donnent davantage de latitude dans le choix des projets à financer. Or, l'on constate que la majorité des investissements réalisés par les BRICS, y compris dans les infrastructures (routes, chemins de fer, terminaux portuaires, etc.) sont étroitement connectés à leur entreprise d'extraction des ressources. Quant à l'absence de conditionnalités, que beaucoup voient comme un moyen d'échapper aux diktats occidentaux, elle est à double tranchant. Si elle donne une marge de manœuvre bien plus large aux gouvernements, elle permet aussi à ces derniers de se soustraire à leur obligation en matière de respect des droits humains, de protection de l'environnement ou de transparence dans la gestion des fonds publics. De même qu'elle permet aux investisseurs des BRICS+ de se soustraire de toute responsabilité en la matière. Au fond, le « schéma reste le même à peu de chose près, prévient l'écrivain et sociologue sénégalais, Souleymane Gassama, [...] le continent [africain] continue d'être perçu comme une opportunité, avec un mélange de prédation capitaliste brutale associé à un *soft power*, où il s'agit pour les nouveaux arrivants de jouer sur les affects et leur absence de passif colonial »⁹.

En tout état de cause, la prospérité de l'Afrique ne dépendra pas des BRICS+. Elle dépendra de la capacité de ses gouvernements à formuler un projet de développement autonome et autocentré, répondant d'abord aux priorités, aspirations et besoins de sa population. Et non pas aux intérêts d'une petite élite. Et de son habilité à tirer parti de partenariats multiples, sans se laisser enfermer dans une logique « campiste », sous peine de voir les vieilles dominations impérialistes remplacées par d'autres. Elle dépendra enfin de la capacité des sociétés civiles africaines à se mobiliser, à faire pression sur les autorités et à faire entendre la voix des sans-voix. #

(*) Historien et sociologue, chargé d'étude au Centre tricontinental – CETRI